Edition 2024

Bilan Départemental 2023 des Entreprises

Alpes-Maritimes (06)

Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce

XERFI Spécific

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

XE RFI Spécific

Editorial
Bilan Départemental 2023 des Entreprises

Pour la sixième année consécutive, le Bilan national des entreprises nous permet de mesurer l'état de santé de notre écosystème entrepreneurial, à partir des données du Registre du commerce et des sociétés, contrôlées et certifiées au quotidien par les greffiers des tribunaux de commerce mobilisés sur l'ensemble du territoire.

Alors que le tissu entrepreneurial était marqué, en 2020 et 2021, par l'impact de la crise sanitaire, l'année 2022, espérée comme celle du rebond post-crise, avait déçu, le bilan témoignant d'un tissu entrepreneurial particulièrement atteint, montrant ses premiers signes de défaillances.

En 2023, le bilan témoigne de signaux contrastés au sein de l'entrepreneuriat français. Ainsi, les procédures collectives explosent, avec une hausse de 35 % pour franchir la barre des 50 000 procédures collectives ouvertes. La fin des aides d'État exceptionnelles accordées aux entreprises pendant la pandémie se ressent donc nettement dans les données collectées.

Le bilan s'éclaircit néanmoins au vu des statistiques de radiation. En légère hausse en 2022, le nombre de radiations baisse largement (- 19 %) en 2023, témoin de la résilience du tissu entrepreneurial, mais aussi de l'efficacité des mesures mises en place par les pouvoirs publics pour venir en aide aux entrepreneurs. Cette résistance des entreprises se traduit aussi par une baisse limitée de la création d'entreprise (- 5,4 % par rapport à 2022) malgré les difficultés d'accès aux formalités administratives connues en 2023. L'enchaînement des crises et la montée des incertitudes agissent finalement comme un catalyseur de nouvelles offres et d'accélération des transformations structurelles de l'économie. Avec les greffiers des tribunaux de commerce présents à chaque étape de la vie de leur entreprise, les entrepreneurs tiennent bon face à ces crises multiples et à ces défis croissants.

Forts de la mission de service public qui nous est déléguée, les greffiers des tribunaux de commerce fournissent un appui aux entrepreneurs pour prévenir leurs difficultés. C'est aussi le sens de notre participation au dispositif APESA, fondé par un greffier et désormais déployé dans toute la France.

Entrepreneur du service public et tiers de confiance nous serons, cette année encore, au rendez-vous en ligne et sur l'ensemble du territoire.

Victor Geneste, Président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

L'Observatoire statistique a été créé avec le soutien de la Banque des Territoires groupe Caisse des Dépôts

BANQUE des TERRITOIRES

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

1. LES IMMATRICULATIONS 5

1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023 6
La répartition selon le secteur d'activité 6
Le département *vs* la région 7
Évolution 2022 *vs* 2023 des immatriculations par secteur d'activité 8
Évolution 2022 *vs* 2023 du top 15 des activités les plus représentées 9

1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS 10
La répartition selon le sexe et l'âge 10
La répartition selon la nationalité 11

2. LES RADIATIONS 12

2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2023 13
La répartition selon le secteur d'activité 13
Le département *vs* la région 14
Évolution 2022 *vs* 2023 des radiations par secteur d'activité 15
Évolution 2022 *vs* 2023 du top 15 des activités les plus représentées 16
La répartition par la durée de vie des entreprises 17

2.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS 18
La répartition selon le sexe et l'âge 18
Le top 10 des nationalités les plus représentées 19

3. LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES 20

3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2023 21
La répartition selon le secteur d'activité 21
Le département *vs* la région 22
Évolution 2022 *vs* 2023 des procédures collectives par secteur d'activité 23
La répartition par la durée de vie des entreprises 24

3.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS 25
La répartition selon le sexe et l'âge 25
Le top 10 des nationalités les plus représentées 26

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

LES IMMATRICULATIONS

1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023 **5**
La répartition selon le secteur d'activité 5
Le département vs la région 6
Évolution 2022 vs 2023 des immatriculations par secteur d'activité 7
Évolution 2022 vs 2023 du top 15 des activités les plus représentées 8
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS **9**
La répartition selon le sexe et l'âge 9
La répartition selon la nationalité 10

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

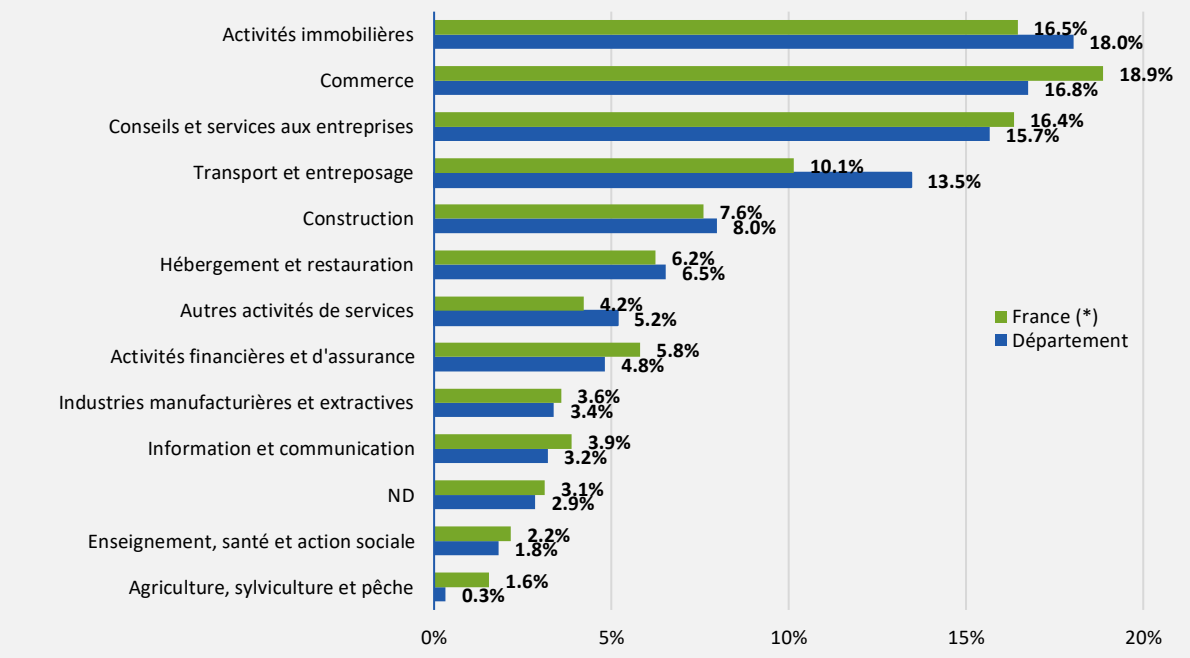
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023

La répartition selon le secteur d'activité

En 2023, 14 084 immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés sont enregistrées dans les Alpes-Maritimes, en recul de 1,1% par rapport à 2022. Les activités immobilières étaient le premier secteur pour les immatriculations (18,0% du total). Le podium était complété par les secteurs du commerce (16,8%) et des conseils et services aux entreprises (15,7%).

Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) Hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2020	2021	2022	2023
Activités immobilières	21,5%	19,3%	22,1%	18,0%
Commerce	17,4%	16,3%	15,4%	16,8%
Conseils et services aux entreprises	12,5%	12,3%	14,0%	15,7%
Transport et entreposage	12,8%	20,4%	12,3%	13,5%
Construction	9,6%	8,3%	9,2%	8,0%
Hébergement et restauration	6,9%	5,0%	6,4%	6,5%
Autres activités de services	4,1%	3,8%	5,0%	5,2%
Activités financières et d'assurance	4,2%	4,3%	4,6%	4,8%
Industries manufacturières et extractives	2,4%	2,6%	2,6%	3,4%
Information et communication	3,1%	2,6%	2,8%	3,2%
ND	3,5%	2,8%	2,6%	2,9%
Enseignement, santé et action sociale	1,9%	1,9%	2,8%	1,8%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

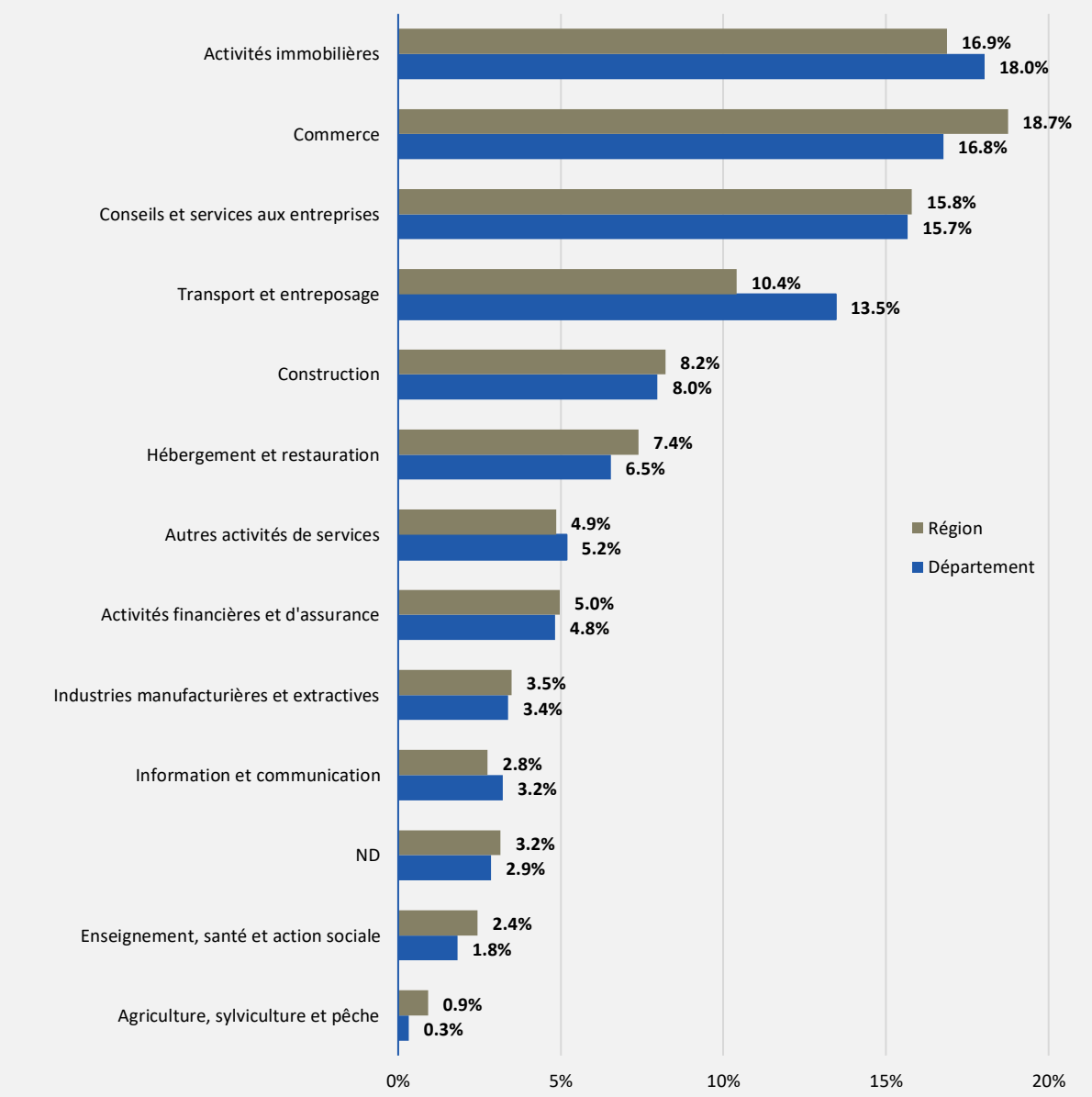
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023

Le département *vs* la région

La répartition des immatriculations par grands secteurs économiques dans les Alpes-Maritimes est très proche de celle enregistrée au niveau de la région en 2023. Premier segment, les activités immobilières sont cependant davantage représentées dans le département (18,0% contre 16,9%), contrairement au commerce (16,8% contre 18,7%).

Comparaison des immatriculations par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

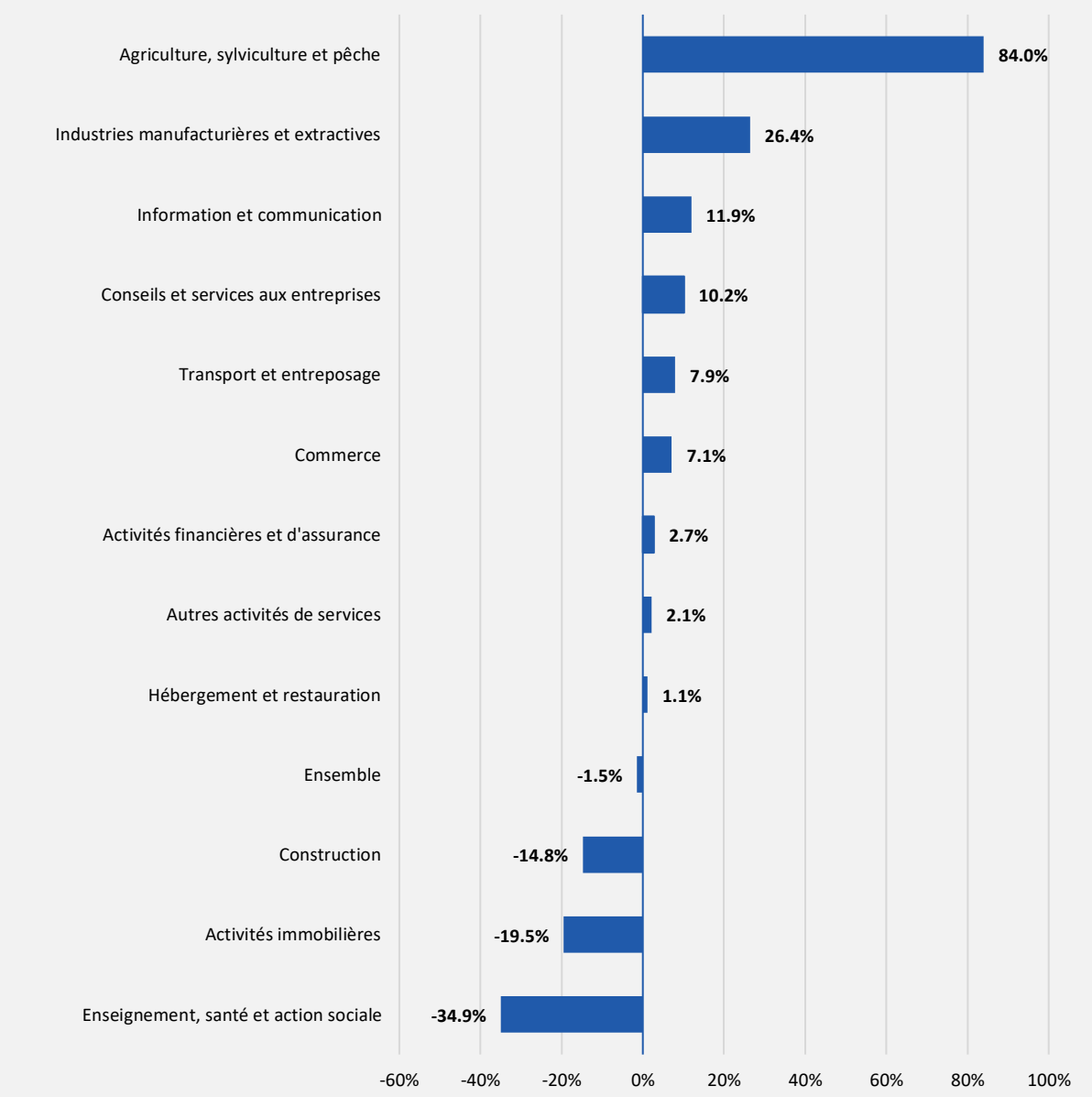
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023

Évolution 2022 *vs* 2023 des immatriculations par secteur d'activité

Entre 2022 et 2023, 3 secteurs d'activité du département des Alpes-Maritimes ont enregistré une diminution de leurs immatriculations. La baisse la plus importante concerne l'enseignement, la santé et l'action sociale (-34,9% sur un an) devant les activités immobilières (-19,5%). À l'inverse, la palme de la croissance revenait aux activités d'agriculture, sylviculture et pêche (+84,0%), devant les industries manufacturières et extractives (+26,4%) et l'information et communication (+11,9%). Sur l'année, les immatriculations du département ont reculé de 1,5%, soit un niveau inférieur par rapport à l'évolution nationale (-5,4%, DROM inclus).

Évolution des immatriculations par secteur d'activité entre 2022 et 2023

Unité : % des variations annuelles



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

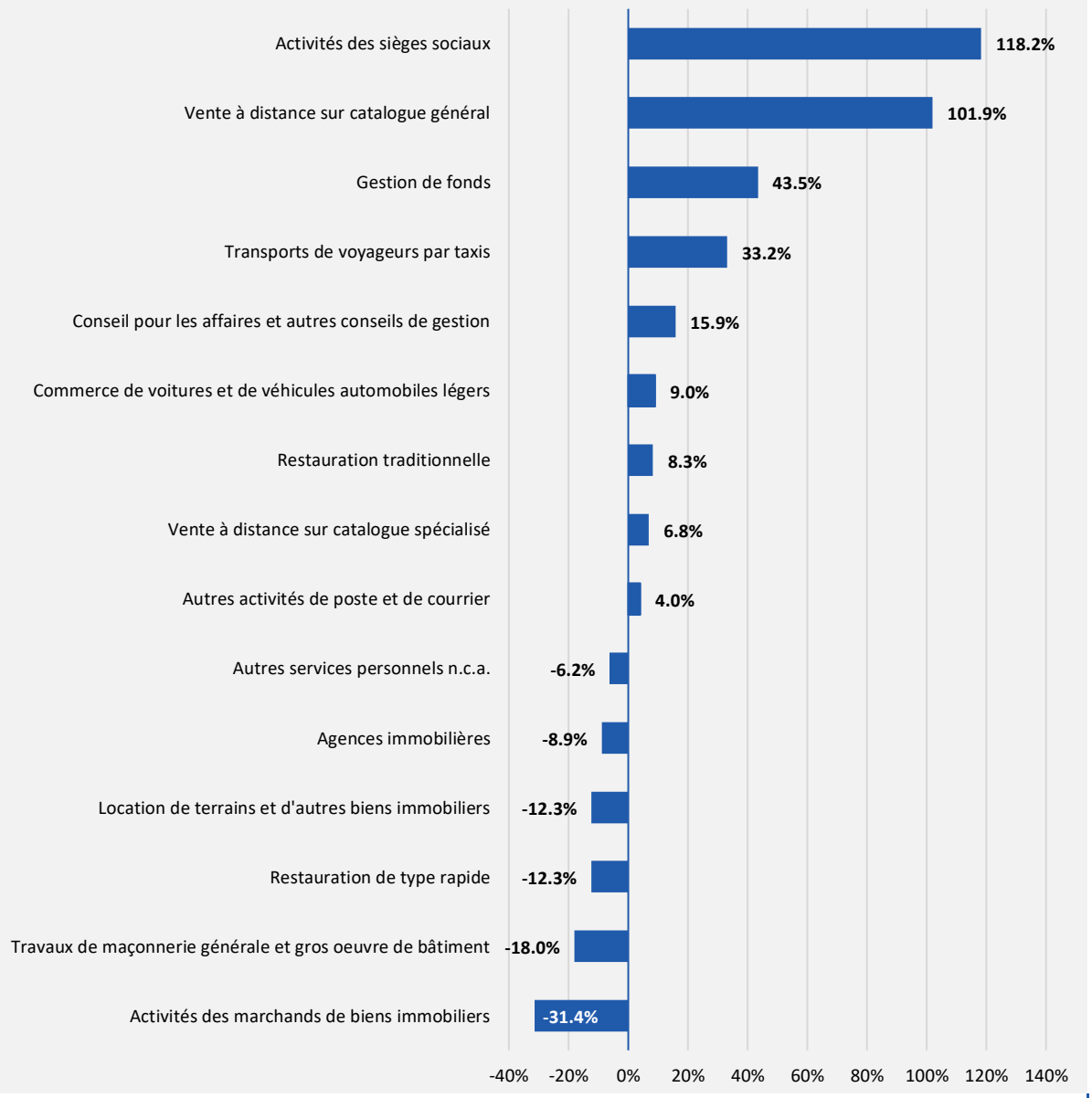
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2023

Évolution 2022 *vs* 2023 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les immatriculations des Alpes-Maritimes en 2023, 6 affichaient une baisse de leurs immatriculations au cours du dernier exercice. Le recul le plus important était à mettre au compte des activités des marchands de biens immobiliers (-31,4%). *A contrario*, la progression la plus importante était à mettre au crédit des activités des sièges sociaux (+118,2%).

Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations entre 2022 et 2023 - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unité : % des variations annuelles



Traitement **Xerfi Spécific** / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

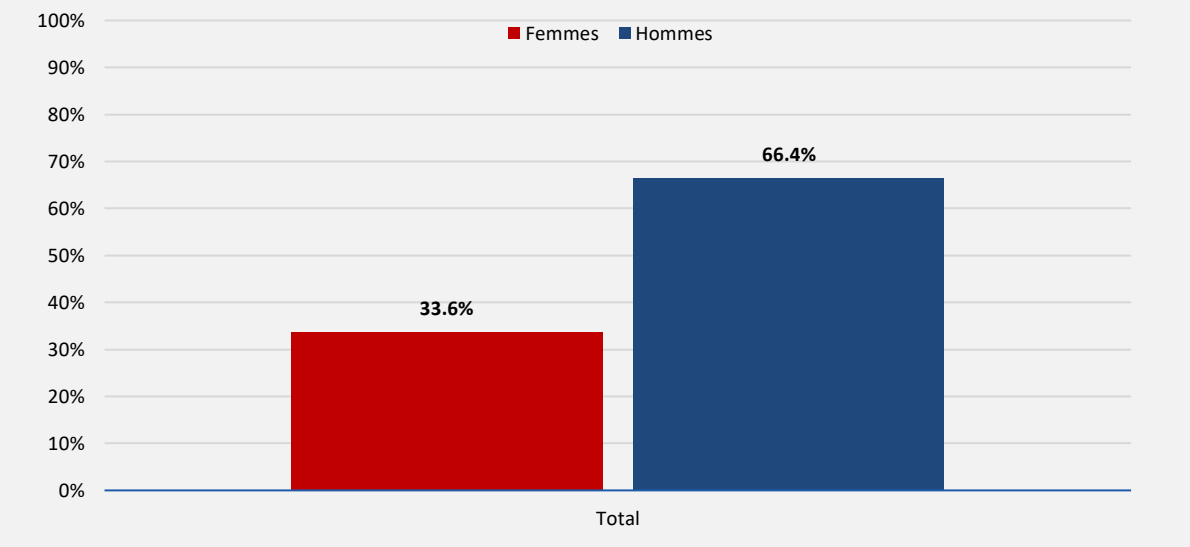
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

La répartition selon le sexe et l'âge

Dans les Alpes-Maritimes, 66,4% des dirigeants ayant effectué une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en 2023 étaient des hommes (contre 66,9% au niveau national). En 2023, l'âge moyen des dirigeants dans le cadre d'immatriculations des Alpes-Maritimes s'élevait à 40,9 ans (contre 40,0 ans pour l'ensemble de la France). Les femmes étaient, en moyenne, plus âgées que les hommes (41,7 ans *vs* 40,5 ans).

Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

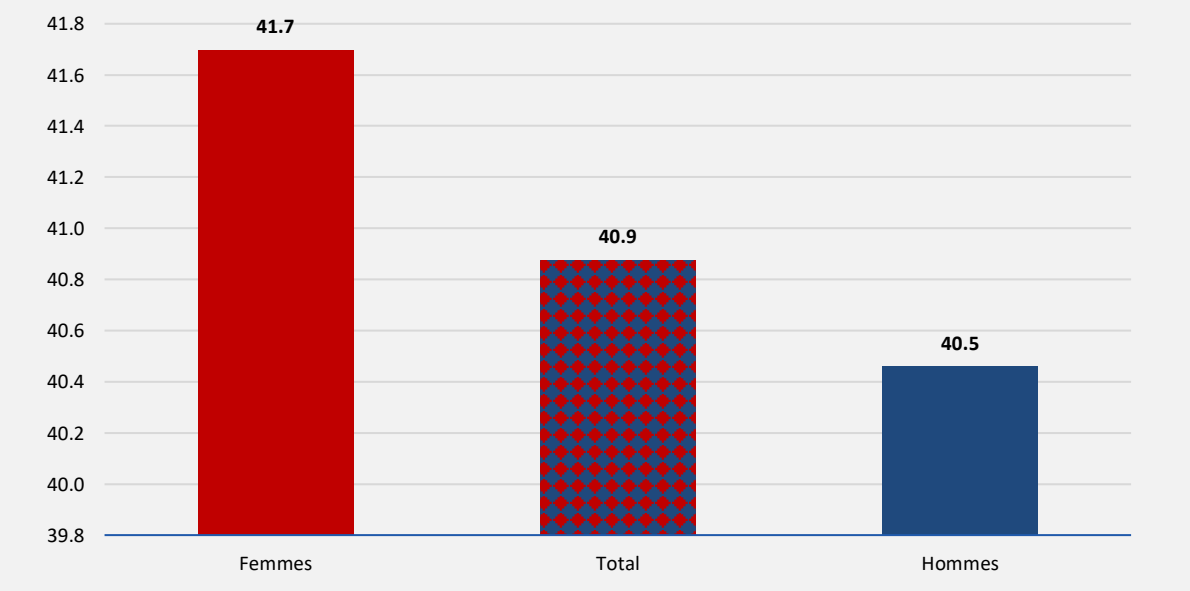
Unité : part en % du total des secteurs dans le département



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 33,1% ; hommes : 66,9%)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

Unité : âge moyen



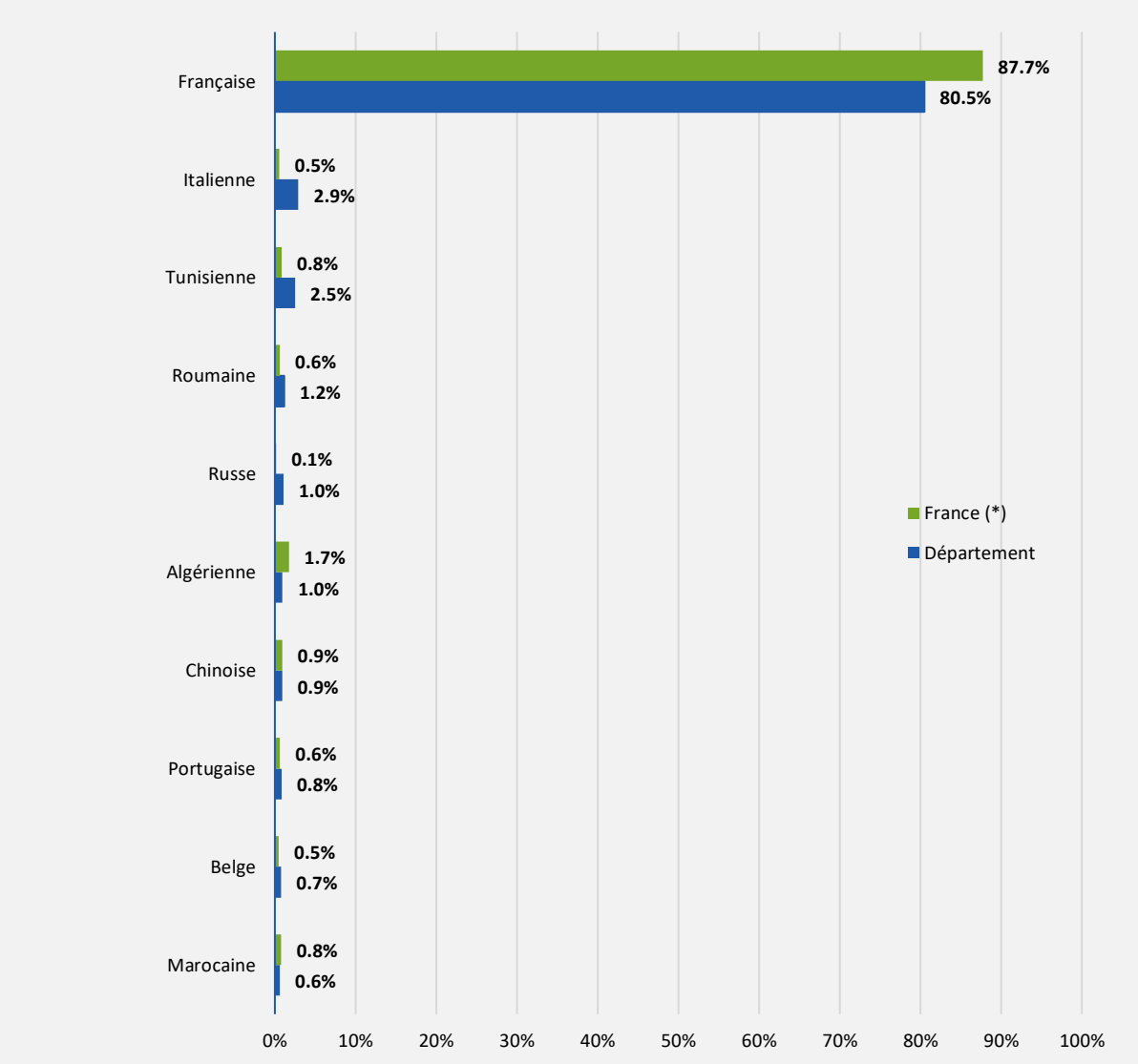
NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 40,4 ans ; hommes : 39,7 ans ; total : 40,0 ans)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Parmi l'ensemble des dirigeants recensés dans le cadre d'immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés des Alpes-Maritimes en 2023, 80,5% avaient la nationalité française.

Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des immatriculations et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

LES RADIATIONS

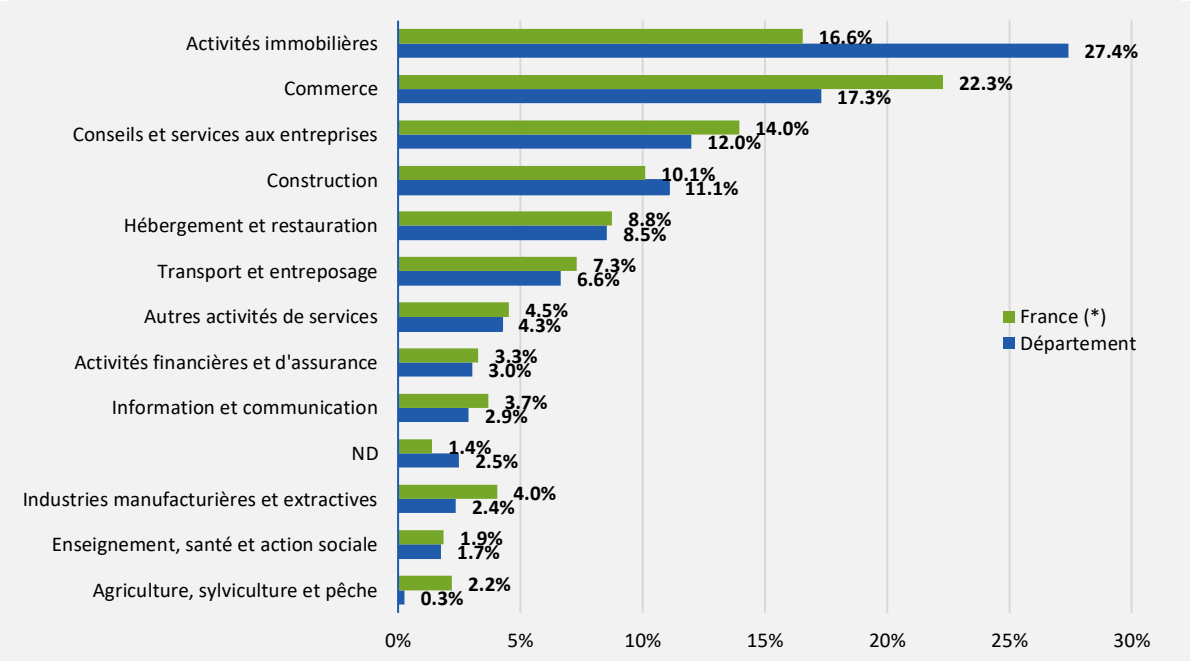
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2023 **12**
La répartition selon le secteur d'activité 12
Le département vs la région 13
Évolution 2022 vs 2023 des radiations par secteur d'activité 14
Évolution 2022 vs 2023 du top 15 des activités les plus représentées 15
La répartition par la durée de vie des entreprises 16
2.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS **17**
La répartition selon le sexe et l'âge 17
Le top 10 des nationalités les plus représentées 18

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

En 2023, 7 537 radiations ont été enregistrées dans les Alpes-Maritimes, soit une baisse de 30% en un an. Les activités immobilières étaient le principal secteur avec 27,4% du total, suivi du commerce (17,3%). Les activités de conseil arrivaient en 3ème position, avec 12,0% des radiations enregistrées sur l'année.

Répartition des radiations par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Répartition des radiations par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2020	2021	2022	2023
Activités immobilières	20,5%	15,2%	18,8%	27,4%
Commerce	20,5%	23,9%	20,4%	17,3%
Conseils et services aux entreprises	13,1%	12,6%	12,2%	12,0%
Construction	11,8%	11,6%	11,3%	11,1%
Hébergement et restauration	9,6%	10,1%	9,7%	8,5%
Transport et entreposage	3,9%	8,2%	8,8%	6,6%
Autres activités de services	4,5%	4,3%	4,4%	4,3%
Activités financières et d'assurance	2,7%	2,6%	2,4%	3,0%
Information et communication	2,7%	3,4%	3,0%	2,9%
ND	5,2%	3,0%	4,0%	2,5%
Industries manufacturières et extractives	3,6%	3,2%	2,8%	2,4%
Enseignement, santé et action sociale	1,7%	1,6%	1,9%	1,7%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%

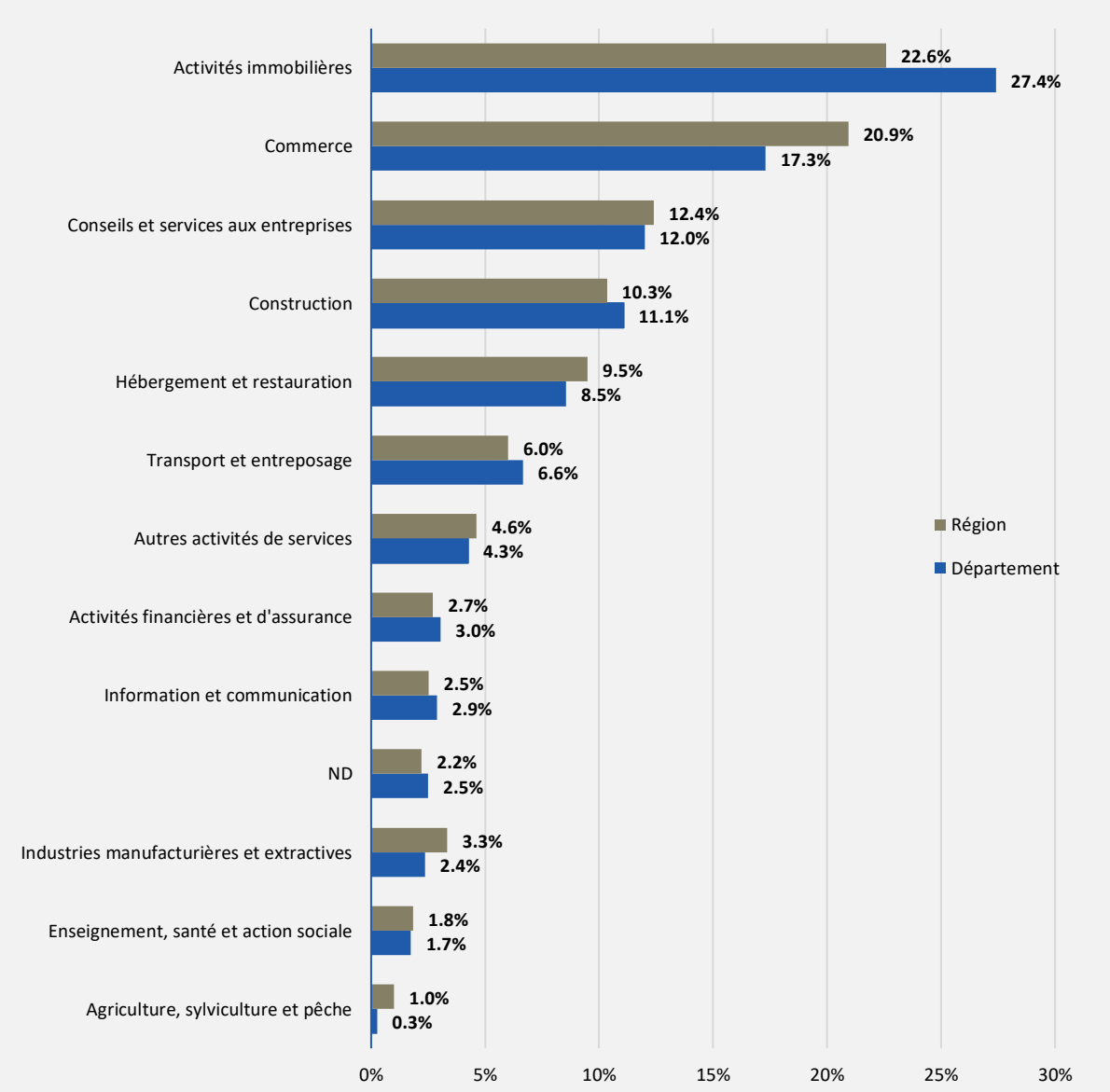
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Au niveau départemental, les activités immobilières, le commerce et le conseil aux entreprises étaient les trois principaux secteurs représentés dans les radiations en 2023, cumulant 56,7% du total. Ce top 3 était identique à l'échelle de la région.

Comparaison des radiations par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

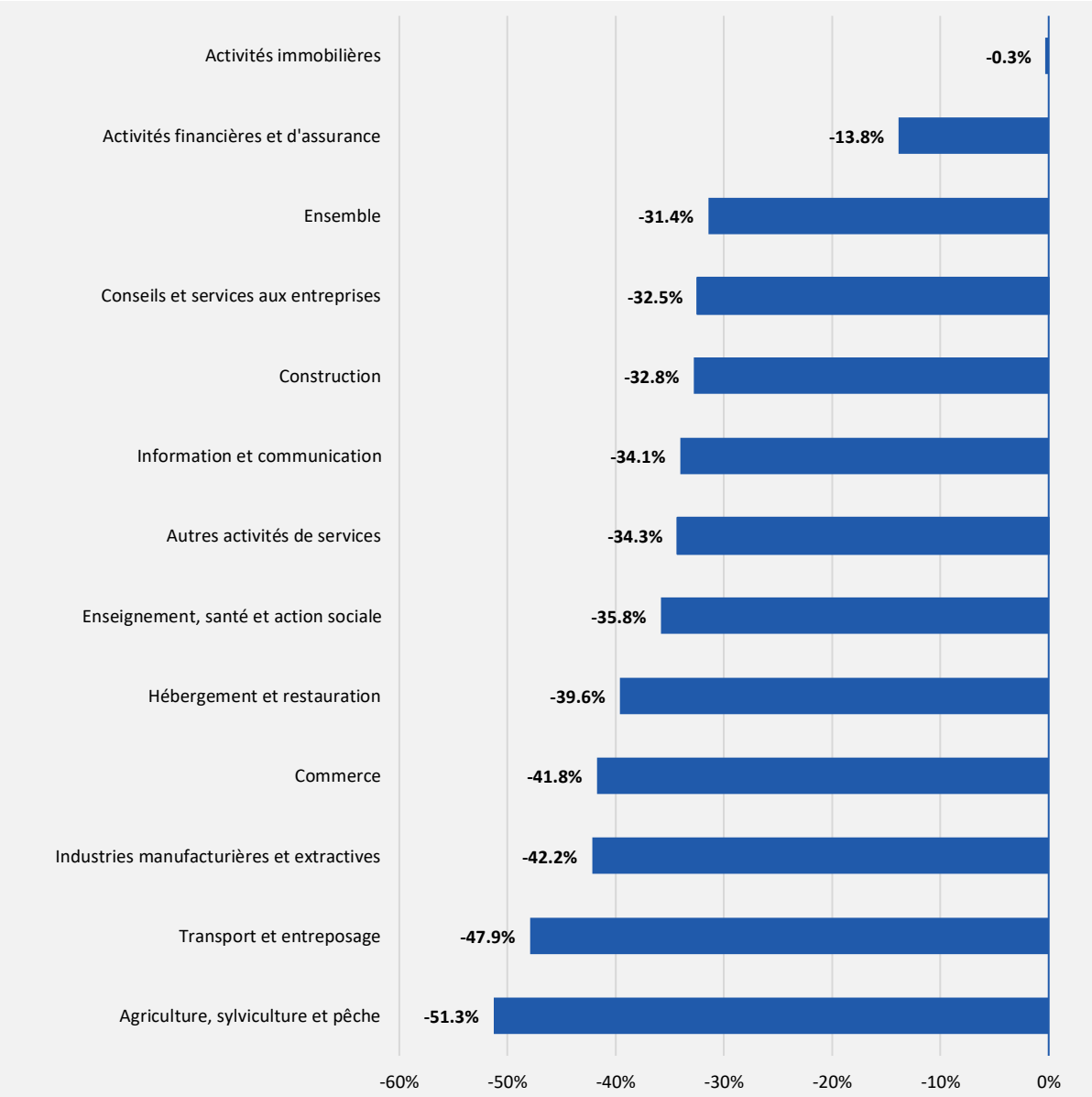
Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Évolution 2022 *vs* 2023 des radiations par secteur d'activité

Entre 2022 et 2023, l'ensemble des radiations du département a reculé de 31,4%, contre une baisse de 17,9% au niveau national (DROM inclus). Tous les secteurs affichaient une diminution de leurs radiations dans les Alpes-Maritimes en 2023. L'agriculture, la sylviculture et la pêche enregistraient le recul le plus important (-51,3%), devant le transport et entreposage (-47,9% sur un an).

Évolution des radiations par secteur d'activité entre 2022 et 2023

Unité : % des variations annuelles



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce

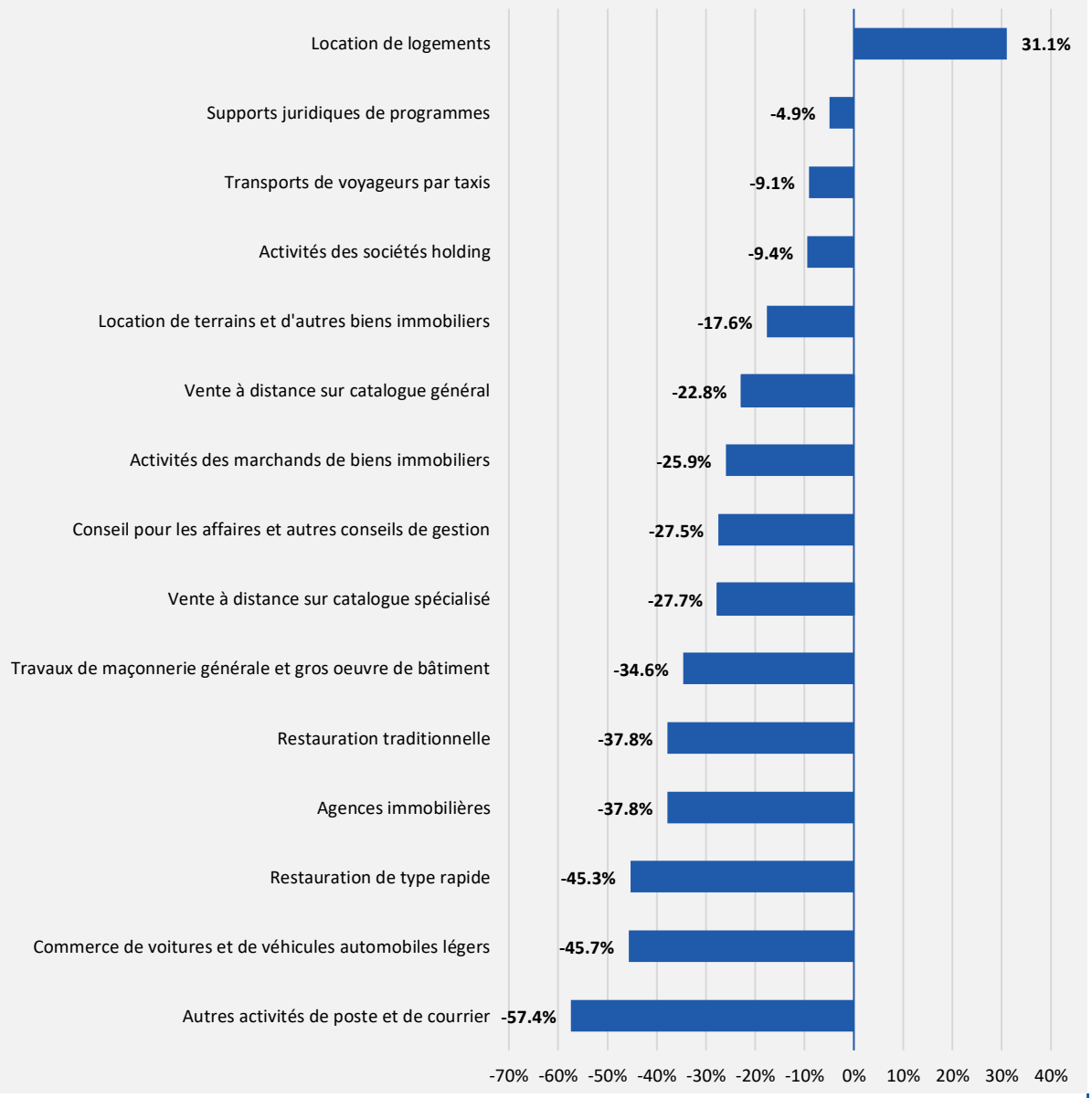
Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Évolution 2022 *vs* 2023 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les radiations des Alpes-Maritimes en 2023, un seul enregistrait une hausse de leurs radiations. L'augmentation concernait la location de logements (+31,1% sur un an).

Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les radiations entre 2022 et 2023 - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unité : % des variations annuelles



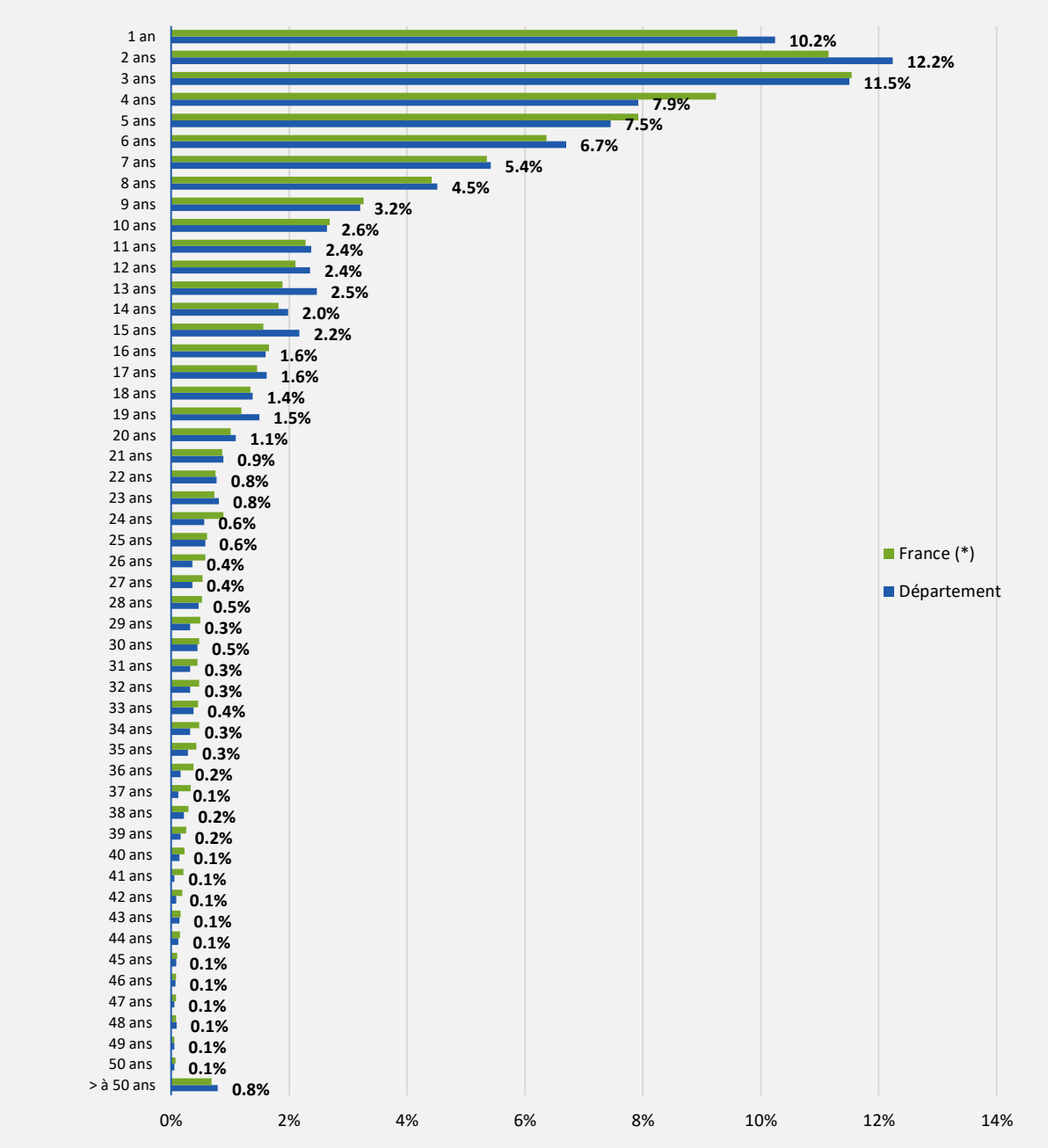
Traitement **Xerfi Spécific** / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

En 2023, 41,9% des radiations enregistrées dans les Alpes-Maritimes concernaient des entreprises ayant moins de 5 ans d'existence. Au niveau national, cette part était inférieure, s'élevant à 41,5%.

Répartition par âge des entreprises soumises à une radiation dans le département et comparaison nationale (*) - Hors sociétés civiles

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)



(*) France hors Moselle et Alsace

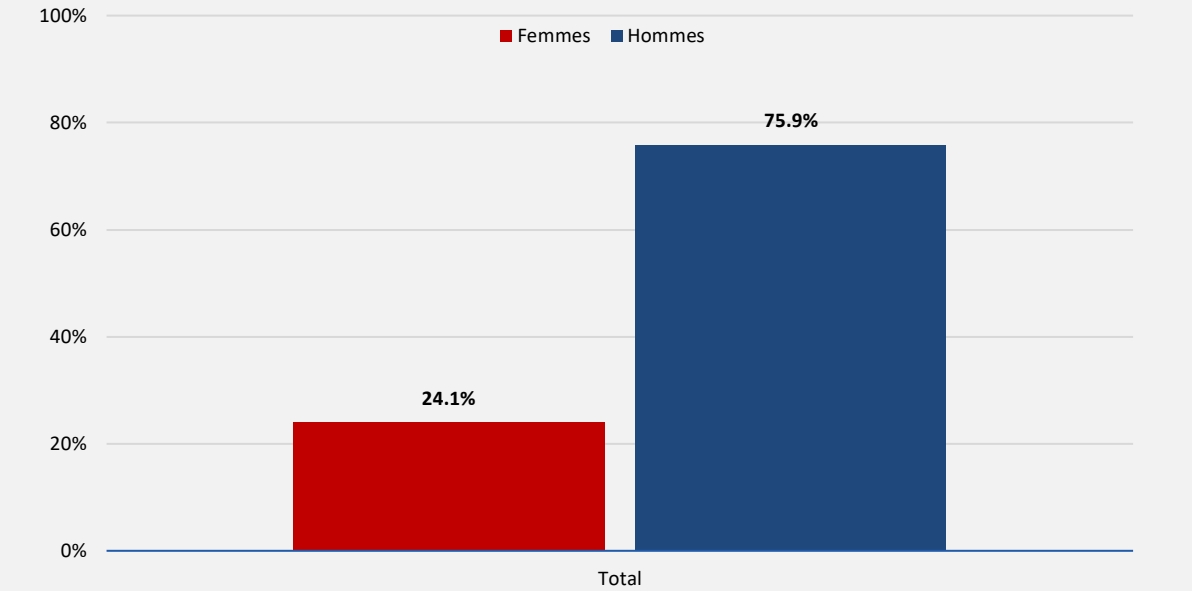
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

En 2023, 75,9% des dirigeants concernés par une radiation dans les Alpes-Maritimes étaient des hommes (une proportion égale à la moyenne nationale). Par ailleurs, l'âge moyen des dirigeants dans le cadre de radiations au Registre du Commerce et des Sociétés départemental s'élevait à 49,5 ans (contre 47,4 ans pour la France entière). En moyenne, les femmes étaient plus jeunes que les hommes (48,8 ans *vs* 49,8 ans).

Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

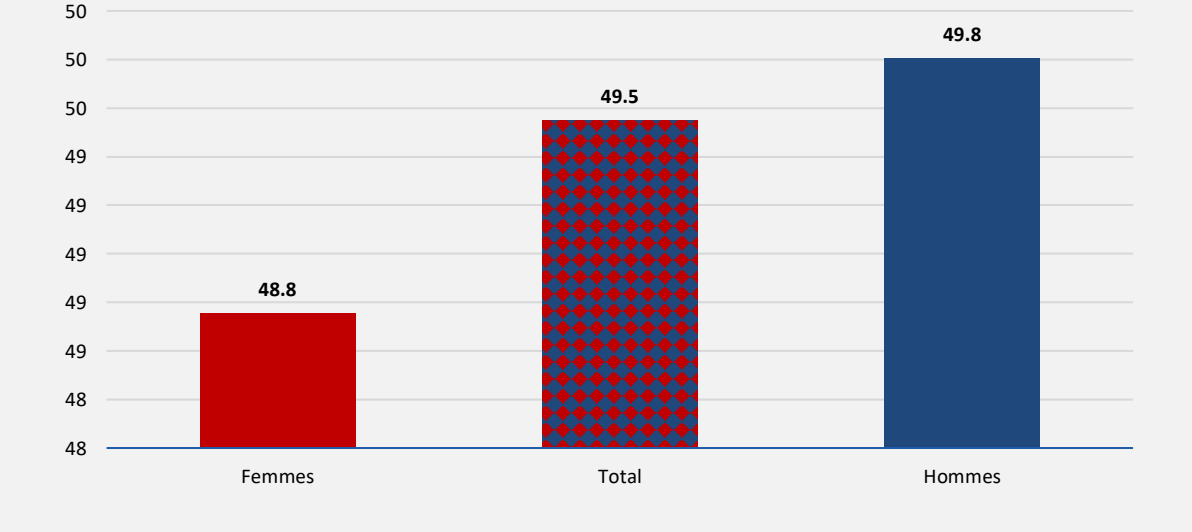
Unité : part en % du total des secteurs



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 24,1% ; hommes : 75,9%)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

Unité : âge moyen



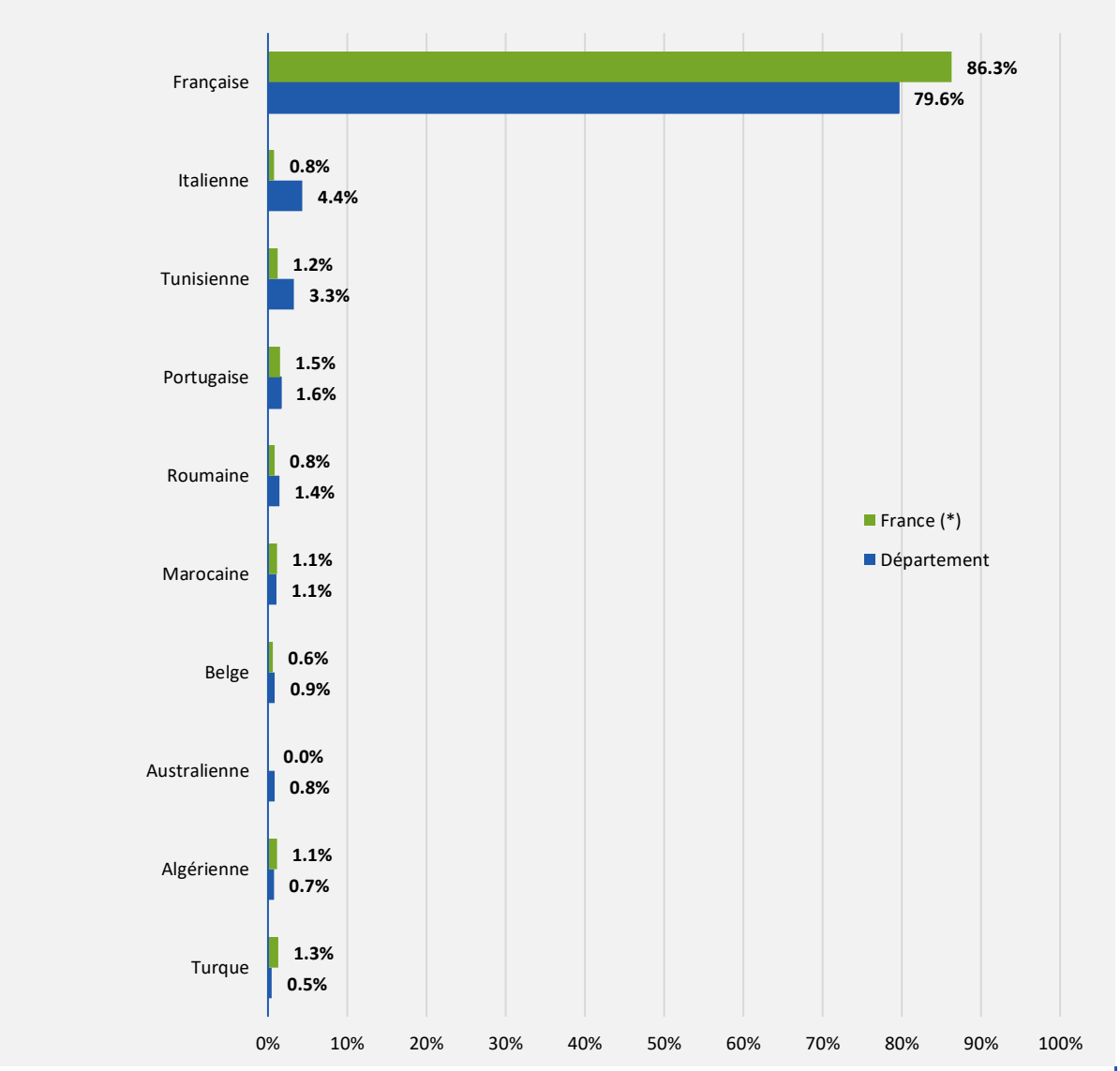
NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 46,3 ans ; hommes : 47,7 ans ; total : 47,4 ans)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Dans les Alpes-Maritimes, 79,6% des entreprises soumises à une radiation en 2023 étaient dirigées par une personne de nationalité française. Cette part était moins élevée qu'au niveau national (-6,7 points).

Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des radiations et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES

3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES EN 2023 **20**
La répartition selon le secteur d'activité 20
Le département vs la région 21
Évolution 2022 vs 2023 des procédures collectives par secteur d'activité 22
La répartition par la durée de vie des entreprises 23
3.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS **24**
La répartition selon le sexe et l'âge 24
Le top 10 des nationalités les plus représentées 25

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

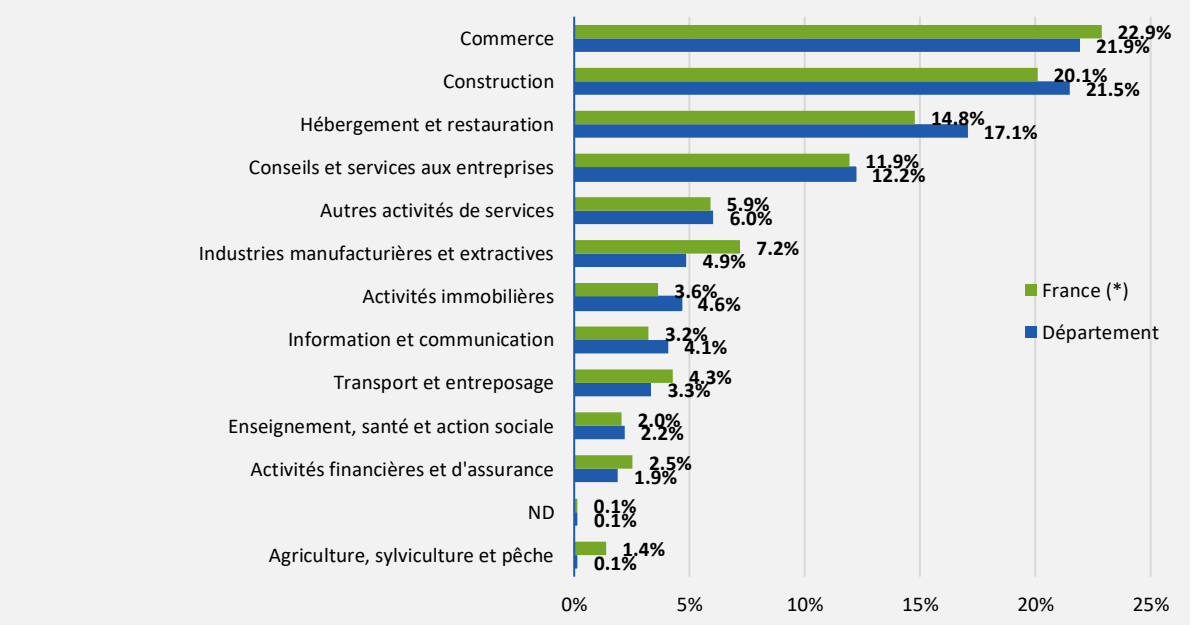
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2023

La répartition selon le secteur d'activité

En 2023, 1 377 ouvertures de procédures collectives ont été effectuées dans le département. Le commerce était le premier secteur d'activité touché dans les Alpes-Maritimes (21,9% du total, contre 22,9% au niveau national). Il était suivi par la construction (21,5%) et l'hébergement-restauration (17,1%).

Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2020	2021	2022	2023
Commerce	22,1%	22,1%	21,7%	21,9%
Construction	23,1%	24,1%	18,1%	21,5%
Hébergement et restauration	19,8%	14,8%	18,0%	17,1%
Conseils et services aux entreprises	12,0%	13,3%	12,4%	12,2%
Autres activités de services	4,3%	4,1%	5,4%	6,0%
Industries manufacturières et extractives	3,7%	3,7%	4,6%	4,9%
Activités immobilières	4,7%	6,1%	7,1%	4,6%
Information et communication	2,6%	3,0%	4,0%	4,1%
Transport et entreposage	3,3%	3,7%	3,8%	3,3%
Enseignement, santé et action sociale	2,0%	1,7%	2,3%	2,2%
Activités financières et d'assurance	1,7%	2,3%	2,1%	1,9%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,2%	0,5%	0,3%	0,1%
ND	0,5%	0,5%	0,1%	0,1%

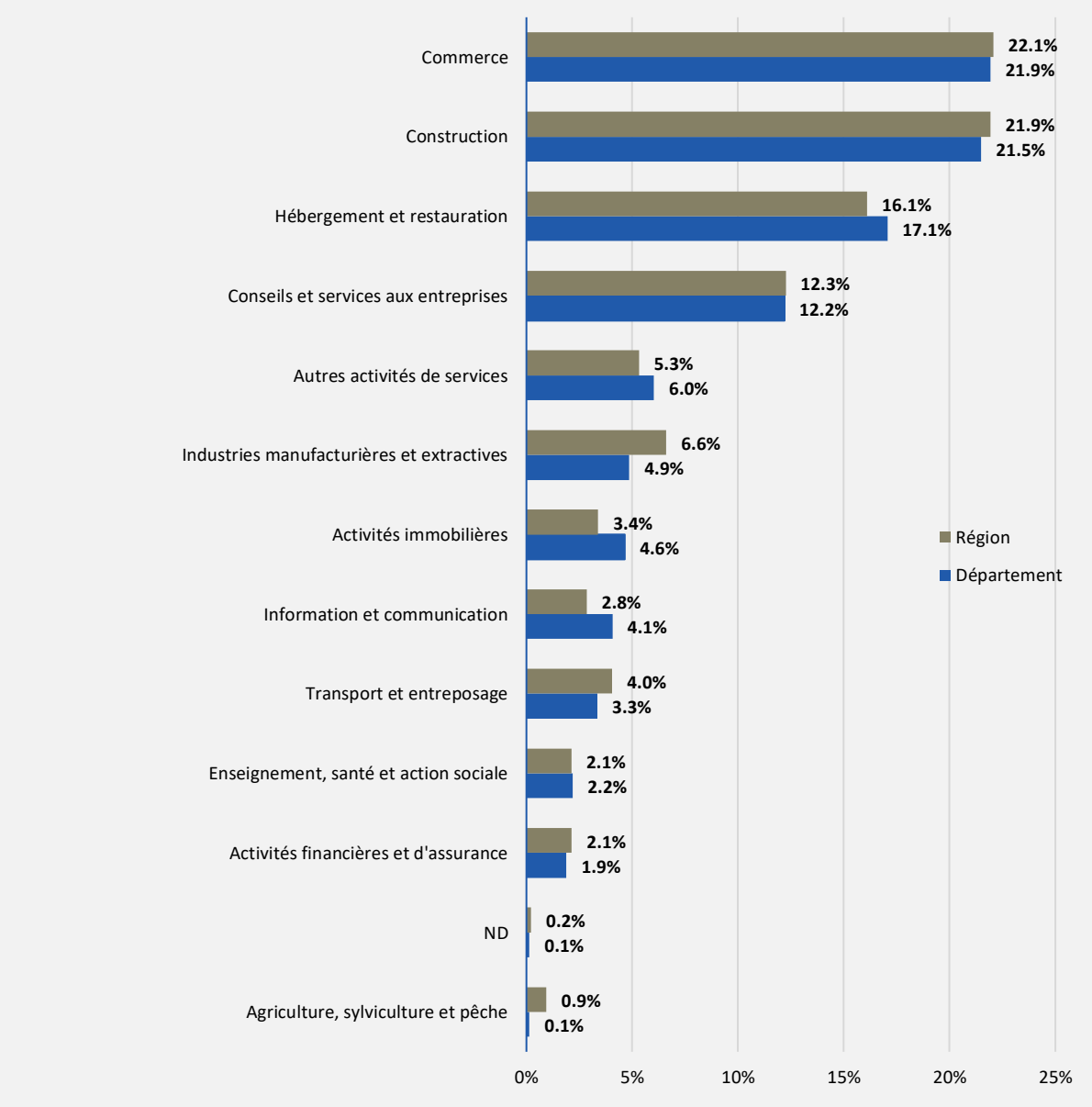
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

Au niveau régional, le commerce était le principal secteur d'activité concerné par les ouvertures de procédures collectives en 2023 (22,1% du total). Il devançait la construction et l'hébergement-restauration. Au niveau du département des Alpes-Maritimes, on retrouve ces 3 secteurs dans un ordre similaire.

Comparaison des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

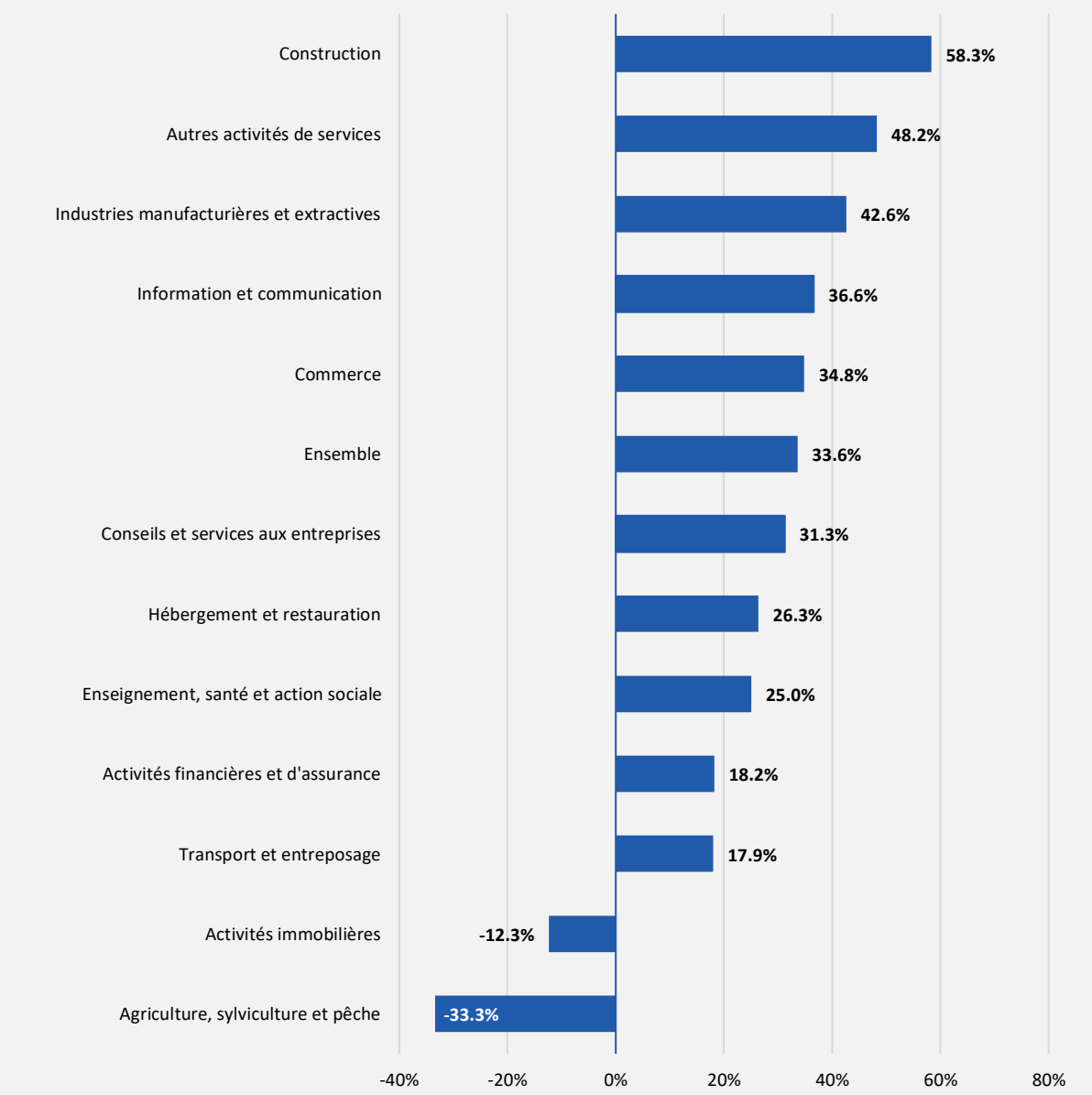
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2023

Évolution 2022 *vs* 2023 des procédures collectives par secteur d'activité

Entre 2022 et 2023, quasiment tous les secteurs d'activité affichaient une hausse de leurs procédures collectives dans les Alpes-Maritimes, à l'exception des activités immobilières et de l'agriculture/sylviculture/pêche. L'accélération la plus importante concernait la construction (+58,3%). Globalement, au niveau départemental, les procédures collectives ont augmenté de 33,6% sur un an, contre une progression de 34,9% à l'échelle de la France (DROM inclus).

Évolution des procédures collectives par secteur d'activité entre 2022 et 2023

Unité : % des variations annuelles



Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

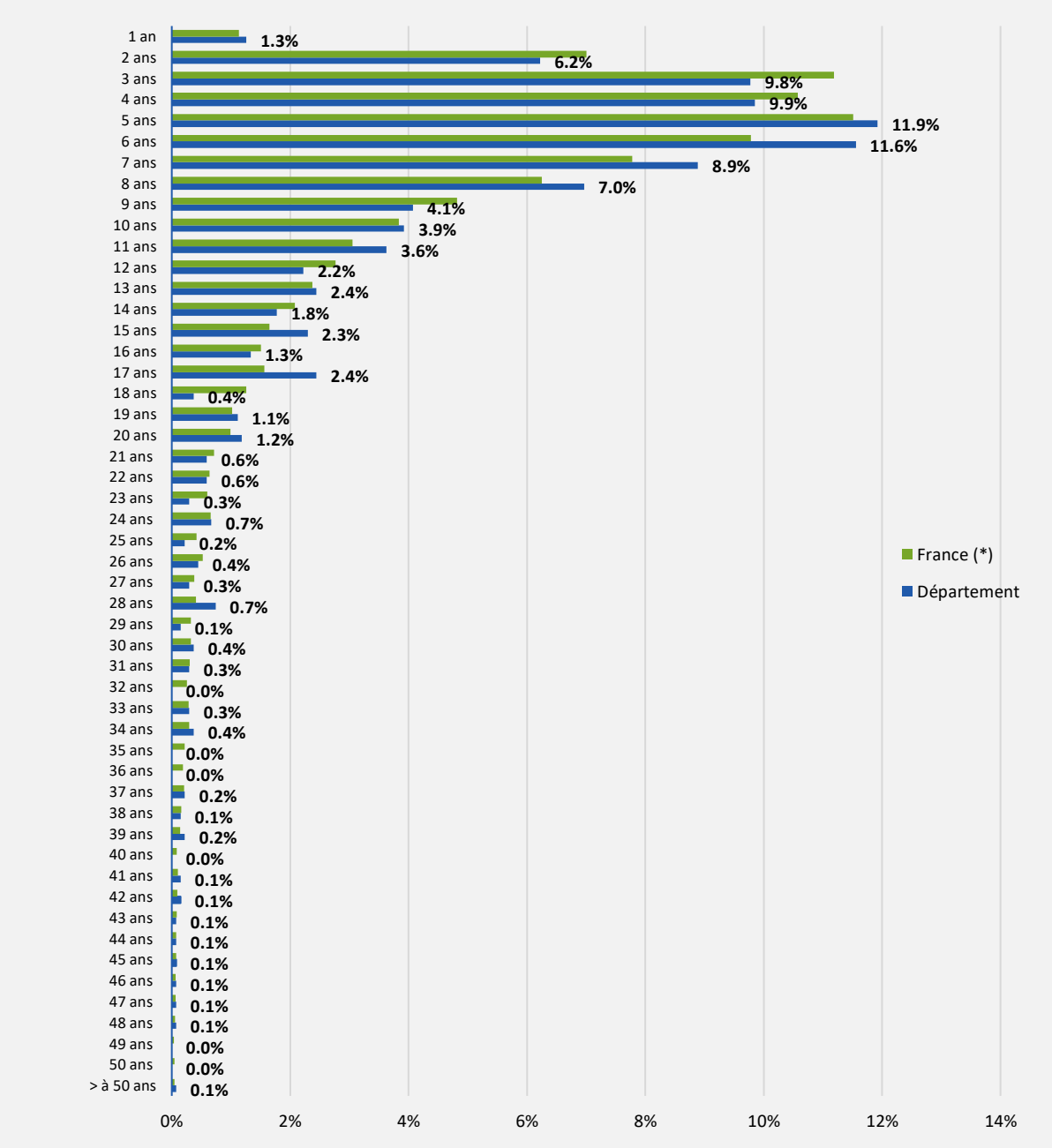
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2023

La répartition par la durée de vie des entreprises

Dans les Alpes-Maritimes, 27,1% des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective en 2023 avaient moins de 5 ans d'existence, une part inférieure à la moyenne nationale (29,9%).

Répartition par âge des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective dans le département et comparaison nationale (*)

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)



(*) France hors Moselle et Alsace

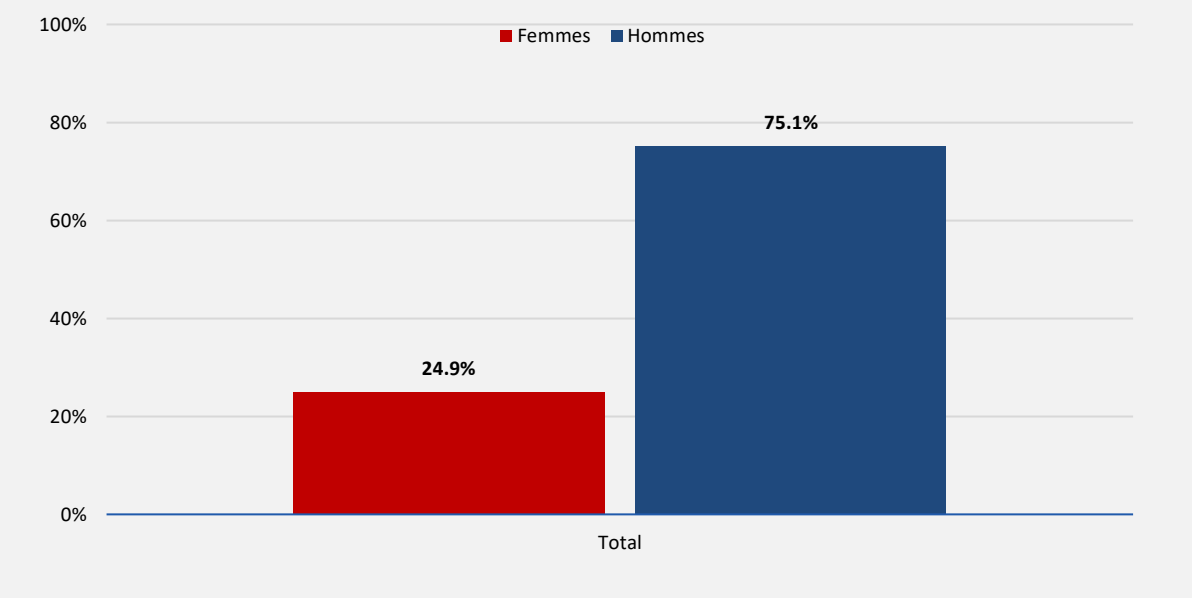
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

En 2023, 75,1% des dirigeants d'entreprises installées dans les Alpes-Maritimes soumises à une ouverture de procédure collective étaient des hommes. Dans le département, l'âge moyen de ces dirigeants s'élevait à 50,1 ans (contre 47,4 ans à l'échelle nationale), les femmes étant plus jeunes que les hommes (48,8 ans *vs* 50,5 ans).

Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

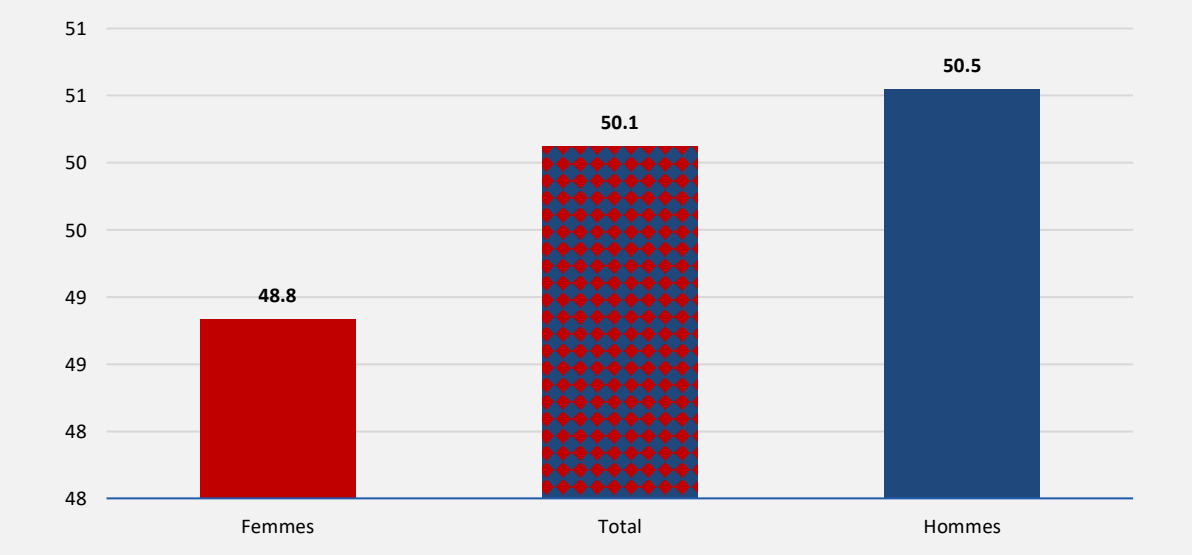
Unité : part en % du total des secteurs



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 24,5% ; hommes : 75,5%)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

Unité : âge moyen



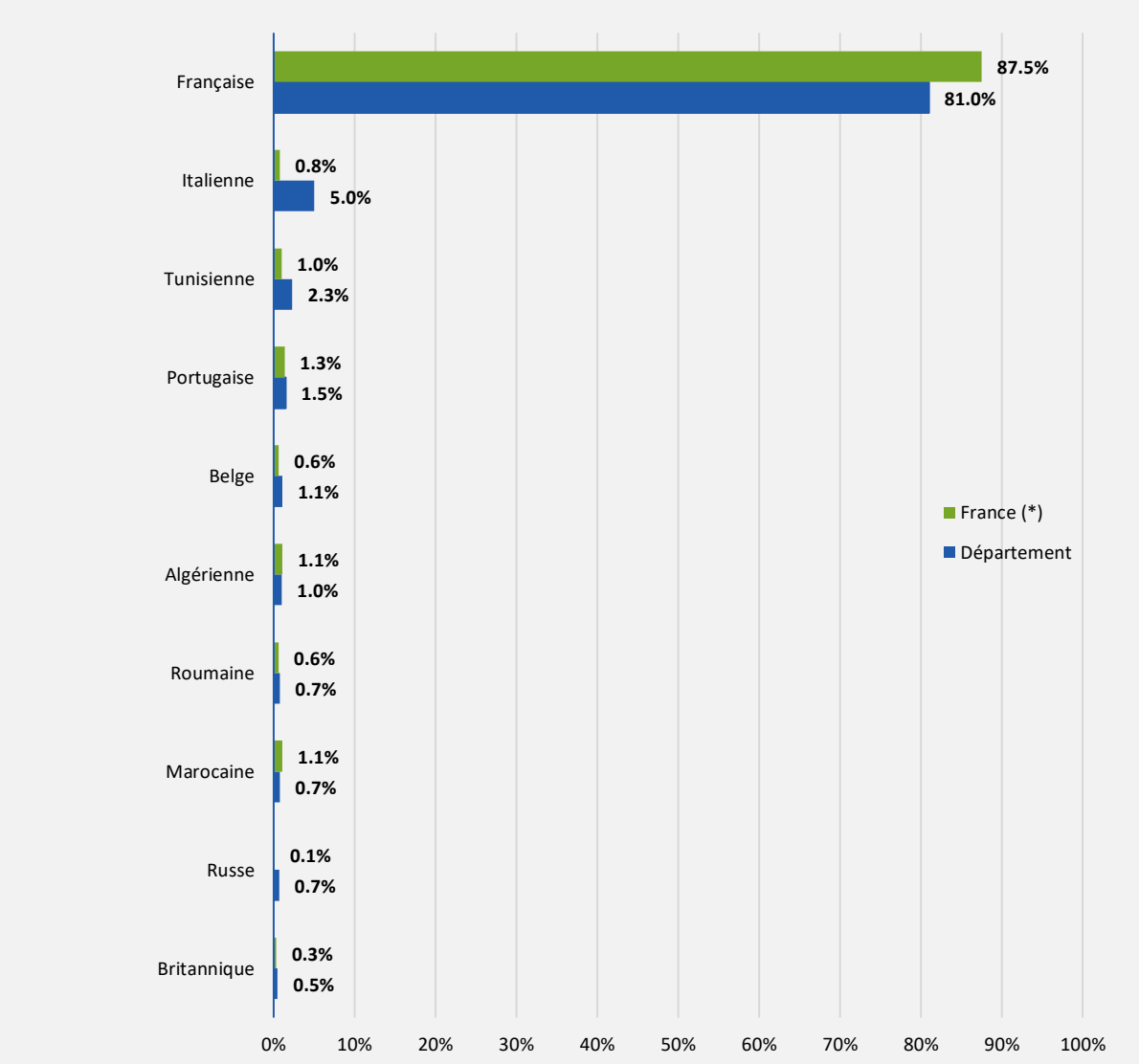
NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 46,4 ans ; hommes : 47,8 ans ; total : 47,4 ans)
Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)

En 2023, 81,0% des entreprises visées par une ouverture de procédure collective dans les Alpes-Maritimes étaient dirigées par une personne de nationalité française. Cette part était inférieure comparativement à l'échelle nationale (-6,5 points).

Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des ouvertures de procédures collectives et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement **Xerfi Spécific** / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

Reproduction interdite – la photocopie non autorisée est un délit (Code de la Propriété Intellectuelle)